

Armée 3

Armée suisse :
Léopards en rafale ?

Formation 5

HETS : une grève
contre la hausse
des taxes

National 7

Deal de rue :
cacher la misère

En mouvement 13

Une Internationale
pour changer
le monde

Édito

LES PEUPLES RÉSISTENT ET L'ESPOIR PERSISTE

Un génocide en direct, sponsorisé par les pays occidentaux. Le cataclysme écologique, tous les jours plus tangible et meurtrier. La misogynie, la transphobie et les violences LGBTIQphobes dopées par les algorithmes. Une extrême-droite qui continue

de progresser, jusqu'à (re) prendre le pouvoir – aux États-Unis dernièrement. Un racisme qui imprègne tous les partis de gouvernement occidentaux... L'année 2024 qui s'achève a vu s'approfondir les tendances de fond d'un monde à la dérive. Partout,

les conditions de la « possibilité du fascisme » semblent effectivement se mettre en place.

Lénine postulait que la révolution est possible quand ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus et ceux du milieu peuvent basculer. À certains égards, la situation actuelle porte peut-être en son sein les germes d'une telle dynamique révolutionnaire.

Ceux d'en haut ne peuvent plus. Les classes dominantes sont effectivement confrontées

à un sérieux problème : « *ralentissement de la productivité, plus hausse des coûts de production, ça commence à sentir le roussi pour la rentabilité réelle du capital* », comme le dit Jean-Marie Harribey. Cette dynamique porte ainsi atteinte au capitalisme financiarisé en son cœur, sur fond de crise de la reproduction sociale. Avec elle, les mirages du capitalisme vert s'effondrent, à la suite des arrêts successifs des projets liés à la « transition » écologique. ➔

À lire / à écouter / à voir

14

CULTURE EN LUTTE POUR L'HIVER

La rédaction



Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

LÉOPARDS EN RAFALE?

Afin « d'assurer la sécurité de la population », les parlementaires bourgeois ont voté une augmentation massive du budget du programme d'armement. Pourquoi ce soudain zèle militariste ?

Comment expliquer cette subite augmentation de 530 millions, qui justifie directement – par le mécanisme de frein à l'endettement – de sévères réductions dans d'autres postes (aide au développement, asile) ? D'autant plus que cette nouvelle enveloppe n'est pas rattachée l'acquisition d'un armement précis (avion de combat ou char d'assaut), mais a uniquement pour objectif abstrait d'atteindre 1 % du produit intérieur brut pour le secteur de la défense en 2030.

Quelques hypothèses

Il y a certainement dans cette volonté de la droite une marque de mauvaise humeur provoquée par les échecs des dernières votations populaires. L'acceptation de la 13^e rente, le refus de la réforme LPP et des extensions d'autoroutes sont restées en travers de la gorge du camp bourgeois, pour qui la politique du consensus revient à toujours accepter ses propositions politiques.

Une autre motivation de ce surplus en faveur de l'armée tiendrait à l'intérêt financier d'une subvention indirecte pour des industries. Le secteur manufacturier militaire suisse est faible et ne pourrait pas absorber une grande partie de ces nouvelles ressources financières en termes de commandes. En revanche, les achats de matériel militaire à l'étranger, qui constituent la part primordiale des dépenses, font toujours jouer des mécanismes de compensation directs (sous-traitance par des compagnies helvétiques) ou indirects (commandes à d'autres secteurs industriels). En somme, cela revient à une aide déguisée pour l'économie. Pour nos parlementaires ultra-libéraux, les commandes publiques sont depuis toujours les bienvenues.

Enfin, la Suisse officielle veut certainement montrer au futur maître de la Maison Blanche son profil de bon élève du continent

européen, en augmentant sensiblement ses dépenses militaires. Ainsi, les commandes pourraient entretenir les liens déjà existants avec des fabricants étasuniens, ce que le Pentagone apprécierait. Et la Suisse enverrait un signal bien visible pour éviter les filets protectionnistes et continuer d'accéder au marché intérieur américain sans pénalités.

Cet alignement sur la principale puissance militaire mondiale constituerait un gage supplémentaire, après ceux d'un bureau à Genève de l'OTAN et la suspension du budget pour l'UNWRA. Et s'intégrerait dans la militarisation des perspectives et des esprits qui se répandent aujourd'hui un peu partout.

Quelles menaces ?

À l'évidence, les 2,7 milliards attribués au DDPS ne constituent pas une réponse à des menaces mi-

litaires immédiates ou à moyen terme. La Suisse est loin des théâtres de conflit, entourée de grands pays puissamment armés (Allemagne, France, Italie) et sous le bouclier de l'OTAN. Le scénario d'Apocalypse, où la petite Suisse serait par exemple la cible de missiles lancés par des puissances orientales ou asiatiques n'est pas crédible. La Suisse n'est pas dans la situation de la Géorgie ou des pays baltes.

Par contre, des menaces bien réelles aux résultats terribles se dessinent déjà pour la population et à très court terme : les conséquences du dérèglement climatique global provoquent déjà des catastrophes (fonte des glaciers, précipitations hors normes et inondations). À cela s'ajoutent la destruction continue de la biodiversité et les pollutions du territoire (plastiques, agro-toxiques, etc.). La liste de ces menaces peut s'allonger.

Guerre sociale

Face à cette rhétorique guerrière de la droite et de l'extrême-droite, nous devons rappeler qu'une autre confrontation, sociale celle-ci, est menée en permanence contre les classes populaires. Cette guerre sociale se traduit par du chômage, les hausses des primes d'assurance-maladie, des loyers et de l'alimentation, par la pauvreté des rentier-ères, la précarité des jeunes. La santé, la formation, les assurances sociales de la majorité de la population ne font pas partie des préoccupations de nos vaillant-es guerrier-ères.

Ce ne sont pas des obus ou des bombes qui ont supprimé les emplois à Vetropack, à Stahl Gerlafingen et à TX Group. Les responsables de ces licenciements ne sont pas à chercher dans des états-majors du Kremlin ou d'ailleurs, mais dans des conseils d'administration présents sur le territoire helvétique. Illustration parfaite de cette guerre motivée par la cupidité capitaliste, TX Group annonce doubler ses dividendes pour cette année et les deux suivantes, après avoir décidé des licenciements au sein de ses rédactions.

Pour assurer réellement la sécurité de la population, la réduction massive du budget de la défense militaire et son attribution à la satisfaction des besoins sociaux et de l'écosystème se justifient pleinement. C'est une autre interprétation de « la protection de la population », dans une perspective écosocialiste.

José Sanchez

Le chef de l'Armée suisse Thomas Süssli est content.



UN NOUVEAU COLLECTIF POUR RECRÉER UNE CAPACITÉ D'ACTION

La gauche radicale fribourgeoise s'est renforcée depuis 2023 avec la création du Collectif anticapitaliste, avec une ligne unitaire. Entretien avec l'une de ses membres fondatrices.

Peux présenter la genèse du Collectif anticapitaliste ? Qu'est-ce qui a motivé la création d'un nouveau collectif plutôt que de rejoindre un mouvement existant ?

Le Collectif anticapitaliste est né de la volonté de réunir les militant·es de la gauche radicale à Fribourg et de rebattre les cartes de la gauche anticapitaliste face à un constat d'affaiblissement de plusieurs organisations. Solidarité Fribourg et la Plateforme anticapitaliste, autrefois actives, s'étaient réduites à de petits cercles de quelques personnes, peinant à survivre. Plutôt que de laisser cette dynamique s'éteindre, des camarades venant d'horizons divers – militant·es non organisé·es, membres du MPS, d'Extinction Rebellion ou encore les Jeunes POP fribourgeois·es – ont entamé une réflexion commune.

L'idée était de créer une structure nouvelle, adaptée aux besoins actuels. Si les Jeunes POP ont choisi de conserver leur autonomie, nous sommes en lien avec elleux et les contacts sont bons. L'idée est de défendre une ligne anticapitaliste, féministe, écosocialiste et antiraciste à Fribourg, pour recréer une capacité d'action de gauche radicale ici à Fribourg !

Qu'est-ce que le Collectif anticapitaliste a déjà pu effectuer en termes de travail politique à Fribourg ?

Côté mobilisation, nous nous sommes activé·es rapidement, surtout autour de la Palestine. Dès octobre 2023, nous avons organisé un rassemblement à Fribourg, suivi d'une manifestation quelques semaines plus tard. Nous avons beaucoup aidé à la création du collectif

Solidarité Palestine Fribourg, qui a pris le relais sur l'organisation des manifs et rassemblements, même si le Collectif anticapitaliste reste impliqué.

Fin 2023, nous avons commencé à réfléchir à une campagne sur le droit de manifester, qui s'est concrétisée en 2024. À Fribourg, il faut payer entre 2000 et 3000 francs pour organiser une manif. On parle de frais de police et d'émoluments pour demander l'autorisation, alors que nous gérons nous-mêmes le service d'ordre et qu'on paye déjà nos impôts. Ce système repose sur une interprétation abusive du droit local : les autorités appliquent les règles prévues pour des manifestations non politiques à celles qui sont clairement politiques.

Notre campagne se joue sur deux fronts. D'un côté, il y a le travail médiatique et politique. Nous avons organisé une conférence de presse, des événements publics et travaillons en collaboration avec des organisations locales comme la Grève féministe et des syndicats. Nous avons aussi cherché des soutiens institutionnels, notamment du côté du PS et des Vert·es. L'une de nos ambitions, c'est que les gens prennent conscience que Fribourg est un cas particulier et un mauvais élève en matière de droit de manifester.

De l'autre côté, nous menons une bataille juridique. Nous avons décidé de contester systématiquement toutes les factures que nous recevons pour les manifestations. Ça prend du temps, mais ça commence à porter ses fruits. Nous avons déjà remporté une première victoire juridique face à l'exécutif cantonal, et récemment, la police a renoncé à nous facturer pour certaines manifs.

C'est une restriction démocratique flagrante qui freine directement les luttes sociales. Nous l'avons bien vu dans le collectif Solidarité Palestine Fribourg : nous nous sommes souvent demandé si nous aurions assez de moyens pour continuer à organiser des manifs si les factures continuaient à pleuvoir.

Notre ambition va au-delà de Fribourg. À moyen terme, nous voulons remettre en question le régime d'autorisation des manifs à l'échelle suisse et militer pour un passage à un régime d'annonce, comme le recommande Amnesty International et le droit international.

Quelles sont vos perspectives et objectifs pour 2025 ? et pour le long terme ?

En 2025, nos priorités sont de poursuivre la campagne pour le droit de manifester et d'organiser ponctuellement des conférences. Nous voulons aussi faire un effort sur le recrutement pour diversifier le collectif majoritairement masculin et blanc à l'heure actuelle.

Nous comptons aussi continuer à contribuer à la mobilisation contre le génocide en Palestine, et contre le *backlash* réactionnaire et raciste qui marque la conjoncture actuelle, en Suisse aussi.

En parallèle, plusieurs d'entre nous ont des liens ailleurs, avec des camarades des autres cantons. Les camarades du MPS de Bâle et de Zurich sont notamment venus pour une journée entière, avec toute une délégation. Ils nous ont proposé de rejoindre leur coordination nationale. Nous avons aussi reçu invitation de solidarité à participer à votre coordination interrégionale. Et en fait, ce que nous avons dit aux deux, c'est que nous avons très envie de bosser au niveau national avec d'autres collectifs, mais nous n'avons pas envie de rejoindre la coordination de l'un, ni de l'autre.

Ce que nous aimerions, c'est pouvoir bosser avec tout le monde. Donc, c'est une volonté de ne pas choisir, de pousser à l'unité, et de voir ce que ça peut donner. Si on veut porter des campagnes au niveau national, ça n'a pas de sens de bosser soit qu'avec la Romandie, soit qu'avec la Suisse alémanique. Et nous, on est un peu au carrefour entre tout ça, et on voit les intérêts à bosser avec tout le monde.

Propos recueillis par Clément Bindschadler ■

Le Collectif anticapitaliste mène une campagne pour le droit de manifester. Grève féministe, Fribourg, 14 juin 2024.





Étudiant·es de la HETS Genève en grève, lundi 16 décembre 2024.

En mouvement

Formation

Genève

HAUSSE DES TAXES D'ÉTUDE EN HES: LA GRÈVE POUR RÉSISTER!

Dès septembre 2025, les étudiant·es des HES devront payer 700 francs de taxes d'étude par semestre, soit 40% de plus qu'actuellement. Ainsi en a décidé le comité gouvernemental de la HES-SO, en prenant soin d'ajouter un autre aspect discriminatoire en fixant à 1050 francs celle des étudiant·es étranger·es. Par ailleurs, les bénéfices générés par cette taxe devraient être distribués directement dans les caisses de la HES-SO, sans aucunement spécifier exactement où cet argent sera dépensé.

Les étudiant·es de la Haute Ecole en Travail Social (HETS) ont choisi la manière forte. C'est ainsi que le lundi 16 décembre dernier, un piquet de grève a été installé dans le hall du bâtiment E de l'école. Une centaine de jeunes en formation s'y sont rassemblés pour discuter stratégie, proposer des solutions comme l'échelonnement des hausses mais aussi le renforcement des aides financières, et dénoncer cette injustice.

Enseignant·es, membres de la direction et syndicalistes ont également apporté leur soutien. Ce qui a consolidé les alliances formées cet automne autour des mobilisations pour la revalorisation des salaires du personnel bachelorisé, dont nous avons évoqué les luttes dans un précédent numéro.

La précarisation estudiantine est prégnante et la démocratisation des études est un vœu pieu si nous laissons passer de telles mesures. Alors que Genève vient de voter une baisse d'impôt de plus de 400 millions, il serait honteux que le canton ne fasse rien dans cette situation avec de surcroît une pénurie importante de personnes diplômées. Pour les étudiant·es comme pour les salarié·es, l'hiver sera chaud dans le secteur social !

Elsa Cioffi

Genève

Élections

UNE ALLIANCE DE LA GAUCHE RADICALE COMME REMPART À LA DROITISATION DE LA SOCIÉTÉ

En ville de Genève, la gauche radicale partira unie pour les prochaines élections municipales. La coalition Ensemble à Gauche et l'Union Populaire figureront en effet sur une liste commune.

L'expérience délétère du basculement à droite et à l'extrême-droite du Parlement Genevois en avril 2023 – à la suite notamment du regain électoral de l'UDC et du MCG mais surtout à l'éviction du Grand Conseil de la gauche radicale – a démontré combien notre présence dans cette instance était justifiée. Non seulement pour défendre nos valeurs, notre projet de société anticapitaliste, fé-

ministe et écosocialiste, mais pour garantir l'équilibre politique de l'Alternative et « tirer à Gauche » qui doit l'être.

Depuis notre sortie du Parlement, les acquis sociaux sont systématiquement remis en question par une droite en roue libre qui ne recule devant aucune atteinte portée contre les intérêts de la population. Nous sommes systématiquement condamnées à combattre

ces attaques par des référendums ou des initiatives.

Les divisions qui ont mené à l'éclatement de la gauche radicale à Genève sont connues. Nous en avons déjà parlé dans les colonnes de ce journal. Aujourd'hui, autant que la population, nous en payons le prix fort. C'est pourquoi, en dépit des stigmates laissées par ces affrontements et des divergences principielles qui nous opposent encore sur la manière de faire de la politique, nous avons fait le choix du dépôt d'une liste commune en vue des élections municipales pour la Ville de Genève du 23 mars 2025.

51 candidat·es

Une liste « anti quorum » comprenant Ensemble à Gauche – avec ses composantes solidaritéS, le DAL et le Parti du Travail – et l'Union populaire. Les discussions pour convenir d'un cadre qui nous prémunisse contre les difficultés sur lesquelles nous nous sommes heurté·es dans le passé ont été laborieuses. Elles ont toutefois abouti à une convention de collaboration et à un ac-

cord sur une liste de 51 candidat·es au Conseil municipal et un candidat au Conseil administratif ayant pour ambition, entre autres de poursuivre le travail développé par notre actuelle représentation : défendre l'augmentation des postes de travail à la Ville, municipaliser les crèches, développer la mobilité douce, promouvoir la création de logement, féminiser les noms de rue ou encore végétaliser la ville.

La nécessité d'une gauche forte en ordre de bataille, face à une droite néolibérale toujours plus décomplexée dans un contexte général sombre, est une évidence. Alors pour lutter contre la déconstruction des institutions publiques, pour combattre les inégalités et les injustices, pour construire un autre monde, nous avons choisi d'assurer le passage du quorum antidémocratique de 7% en nous alliant à nos adversaires d'hier. C'est un pari sur l'avenir; une alliance pour une période d'essai qui nous dira si elle vaudra la peine d'être reconduite. À chacun·e maintenant d'endosser ses responsabilités.

Jocelyne Haller

FREIN À L'ENDETTEMENT OU FREIN À LA JUSTICE SOCIALE ?

Censé prévenir un accroissement de l'endettement de l'État, le mécanisme du « frein à l'endettement et aux dépenses » est en vigueur en Suisse depuis 2003 et dans le canton de Neuchâtel depuis 2005.

À Neuchâtel, le frein à l'endettement a d'abord accepté en février 2005 par une majorité du Grand Conseil (droite et PSN réunis, contre l'avis du groupe POP-Verts-SOL), puis en votation populaire en juin 2005.

Ce mécanisme prévoit une majorité qualifiée de $\frac{3}{5}$ des membres du Grand Conseil pour toute dépense ou tout nouvel impôt dépassant le montant de 5 millions de francs. Il a donné (et donne) à la droite la possibilité de bloquer tout projet cherchant à rétablir un peu de justice fiscale et « justifie » les politiques austéritaires des divers gouvernements neuchâtelois (quelle que soit leur couleur politique).

À noter qu'en dehors des frontières suisses, l'Allemagne utilise ce mécanisme depuis 2009. Dans un article du journal *Le Temps* (29.11.2024), Baptiste Hurni – conseiller aux États neuchâtelois et vice-président du Parti socialiste suisse – relève que « l'Allemagne (...) discute depuis d'un allègement de cette réglementation que d'aucuns jugent trop rigide, et clairement nuisible à une politique d'investissement ambitieuse ». Parmi les personnalités ouvertes à une évolution des règles du frein à l'endettement, on retrouve Friedrich Merz, dirigeant du parti conservateur CDU et candidat à la chancellerie !

Indépendamment du résultat des prochaines élections cantonales de mars 2025, solidaritéS estime que ce mécanisme empêche toute politique en faveur des majorités populaires et se prononce donc pour sa suppression.

Hans-Peter Renk

IL FAUT LUTTER CONTRE LES VIOLENCES D'ÉTAT ET L'IMPUNITÉ POLICIÈRE

Deux cents personnes se sont réunies à Lausanne le 7 décembre, à la suite du classement de l'affaire du policier qui a tué Roger « Nzoy » Wilhelm en 2021. La justice vaudoise reste sourde face aux proches des personnes tuées par la police, aux mouvements antiracistes, et aux instances internationales (CEDH, ONU) qui dénoncent le racisme systémique suisse. Rencontre avec un membre de la Commission indépendante chargée de faire la lumière sur la mort de Roger Nzoy Wilhelm, sur cette violence d'État.

En quoi cette décision est-elle outragante ?

Le procureur a rendu une ordonnance de classement pour le policier qui a tué Nzoy et a décidé de ne pas entrer en matière pour l'omission de prêter secours. Il ne peut classer une procédure que s'il est clairement établi que les faits reprochés ne sont pas fondés. Les éléments amenés par la contre-enquête de Border Forensics sur le déroulement des événements qui ont amenés au décès de Nzoy montrent bien que la légitime défense est loin d'être évidente et surtout que les policiers ne prêtent pas secours à la victime.

Après l'acquittement dans l'affaire Mike Ben Peter, comment comprends-tu ce nouvel affront ? C'est d'autant plus rageant que cette décision est rendue par le

même procureur, Laurent Maye, qui a ordonné l'acquittement des six policiers qui ont tué Mike Ben Peter. Dans ces deux affaires, il a mené des enquêtes à décharge pour garantir l'impunité des agents prévenus. Il abuse d'un narratif déshumanisant et décrit Nzoy comme une personne dangereuse alors que les témoignages parlent clairement d'une personne désorientée. C'est rageant aussi de voir les médias recracher ce narratif bourré de biais racistes sans aucune critique.

Quelle suite vois-tu pour les luttes contre le racisme systémique en suisse ?

Nous réclamons une enquête indépendante comme cela a été fait par exemple dans l'affaire Skander Vogt. Cette décision du

procureur prouve sa partialité et montre une nouvelle fois le besoin d'une instance indépendante de plainte et d'enquête pour des affaires où des agents de l'État sont mis en cause. Il est impératif que le Conseil d'État réponde de ce constat et prenne les mesures adéquates pour que cela change.

Pour continuer la lutte en dehors du cadre des instances juridiques, nous organisons des Journées d'action contre le racisme et les violences policières entre le 10 et le 22 mars 2025 avec différents mouvements antiracistes et antifascistes à travers la Suisse.

Propos recueillis par Nicolas Saint-Just

Toute personne intéressée à s'informer ou rejoindre l'organisation des Journées d'action contre le racisme peut écrire à manif-nzoy@riseup.net.

Rassemblement à l'issue du classement de l'affaire du policier qui a tué Roger « Nzoy » Wilhelm, Lausanne, 7 décembre 2024



François Graf / Strates

DEAL DE RUE: CACHER LA MISÈRE

Depuis le début de l'automne, le canton de Vaud est à nouveau confronté à une polémique autour du deal de rue. Fin septembre, les communes d'Yverdon, Vevey et Lausanne ont envoyé une lettre au Conseil d'État vaudois, réclamant « l'organisation d'assises de la chaîne pénale et de la santé publique » pour répondre à une situation qu'elles jugent préoccupantes.

Le 9 octobre, Vassilis Venizelos, conseiller d'État en charge de la sécurité, a annoncé la création d'une task force, misant sur des mesures essentiellement répressives. Parallèlement, une pétition citoyenne intitulée « Le deal de rue, ça suffit », soutenue par l'UDC, récoltait près de 8000 signatures.

Ces événements, largement relayés par les médias, rappellent étrangement les controverses sur le deal de rue des deux dernières décennies. Le contexte actuel est cependant marqué par un nouvel enjeu : l'explosion du crack.

Qu'est-ce que le deal de rue ?

Loïc Pignolo, sociologue genevois, expliquait dans *La Matinale* de la RTS du 14 octobre 2024 que le deal de rue peut être vu comme un marché regroupant des précarités – aussi bien celles des consommateur·ices que des dealers. Les dealers de rue sont souvent des hommes originaires d'Afrique de l'Ouest, sans statut légal et donc sans accès à un travail, sans domicile fixe. Ce marché attire davantage l'attention que des formes plus discrètes de vente, comme le deal en appartement ou via internet. Qui choisirait de réaliser une transaction illégale en plein espace public s'il avait d'autres options ?

L'explosion du crack, « une co-caine fumable dont les effets rapides et puissants peuvent provoquer une consommation compulsive, souvent au détriment des besoins fondamentaux comme le sommeil ou l'alimentation » (Rapport d'Addiction Suisse), a contribué à l'émergence de nouvelles « scènes ouvertes »

dans plusieurs villes romandes. Selon l'association Première Ligne, cette substance, accessible à un prix relativement bas et très addictive, touche principalement des populations déjà en grande précarité.

« Les riverains et les commerçants »

Analyser les discours et leur instrumentalisation autour du deal de rue permet de mieux comprendre notre rapport à la précarité visible et à l'espace public. En parcourant le site de la pétition « Le deal de rue, ça suffit », les articles de presse et les prises de position politiques, plusieurs arguments récurrents apparaissent. Ils mettent en avant des préoccupations liées à la salubrité de

l'espace public, au sentiment d'insécurité généré par les dealers et les consommateur·ices, à l'attractivité des villes et à une supposée impunité des trafiquants.

Ces discours mobilisent souvent la figure des « riverains et commerçants », présentés comme les principales victimes de ces nuisances. La protection des femmes et des enfants est également fréquemment invoquée pour justifier de l'urgence de mesures répressives.

Si les approches socio-sanitaires et préventives sont mentionnées, c'est bien souvent la réponse répressive qui est privilégiée. Contrairement à la polémique suscitée par Fernand Melgar en 2018, les discours ouvertement racistes sont

moins visibles dans cette nouvelle vague médiatique. Cependant, certains témoignages restent ambigus, voire tendancieux. Par exemple, un passant veveysan suggérait sur le site de la pétition : « Si on arrêtrait de nourrir et de loger ces dealers, ils iraient voir ailleurs. »

Le Conseil d'État vaudois, en annonçant un renforcement du dispositif répressif, semble répondre à ces attentes. Pourtant, une étude commandée par la Ville de Lausanne en 2019 recommandait de « gérer le deal de rue plutôt que de s'épuiser à le combattre avec la police ». Elle soulignait également que « seules une dégradation significative de la situation, une intensification des réactions populaires et une médiatisation accrue » incitent les autorités à prendre des mesures d'urgence.

Cacher la misère

Le deal de rue pose indéniablement des problèmes majeurs, notamment en termes de santé publique. Mais ce qui dérange profondément, c'est la visibilité d'une misère qu'on préférerait dissimuler dans nos villes si soigneusement entretenues.

Cette misère est celle des consommateur·ices, mais aussi celle des dealers. Ces derniers, souvent issus de l'exil, sont marqués par des parcours où le racisme structurel et l'exclusion les poussent à adopter le deal comme ultime stratégie de survie économique. Inu, un dealer nigérian interrogé dans *La Matinale* de la RTS, déclarait : « Si j'avais des papiers, je n'irais pas vendre de la drogue dans la rue. Je ne suis pas stupide. »

Maimouna Mayoraz

Récolte de signatures de la pétition « Le deal de rue, ça suffit », Vevey, 13 octobre 2024





Rassemblement devant le Tribunal fédéral, Lausanne, 12 décembre 2024

National Féminisme Retraites

JUGEMENT PATRIARCAL, COLÈRE FÉMINISTE

Jeudi 12 décembre dernier, le Tribunal fédéral a finalement statué sur la question de la possible annulation de la votation de la réforme AVS 21. Adoptée par une courte majorité de 50,5 % des votant·exs le 25 septembre 2022, elle consiste notamment à relever d'une année l'âge du départ à la retraite des femmes.

Les juges ont notamment invoqué la sécurité du droit pour rejeter les recours déposés en août dernier par les Femmes socialistes et les Vert·es à la suite de l'annonce, par l'Office fédéral de la Statistique, d'une erreur de 4 milliards de francs dans les projections de dépense de l'AVS annoncées en 2019. Les partisans de la réforme s'étaient largement appuyés dessus au moment de la votation en 2022.

solidarités s'est toujours mobilisé contre les attaques visant à dégrader notre système de retraite; en particulier l'AVS, le seul des trois piliers à reposer sur la solidarité intergénérationnelle et à prendre en considération les

facteurs de vulnérabilité matérielle, notamment genrés.

En 2017, nous nous sommes opposé·exs victorieusement au projet PV 2020, qui visait également une élévation de l'âge du départ à la retraite des femmes et avons participé à la campagne contre AVS 21. Une campagne portée notamment par les collectifs de la Grève féministe qui n'ont eu de cesse de rappeler le caractère profondément discriminatoire de cette réforme, dans un contexte où les femmes demeurent largement pénalisées tout au long de leur vie professionnelle et au moment de la retraite. À la suite au jugement, les collectifs ont publié un communiqué de presse que nous reproduisons ci-dessous.

VÉNÈRES, MAIS PAS PRETES DE NOUS TAIRE: CONTINUONS LE COMBAT POUR DES RETRAITES DIGNES POUR TOUTE·XS!

La décision tant attendue du Tribunal fédéral sur la validité de la votation contre AVS 21 qui augmente l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans vient de tomber. La votation ne sera pas annulée. L'ordre établi, la « *sécurité juridique* », le confort des autorités qui auraient dû remettre l'ouvrage sur le métier, ont primé sur la valeur de nos vies, en particulier sur les vies de toutes ces travailleuses aux métiers pénibles et aux salaires modestes, qui ne pourront pas s'offrir une retraite anticipée.

Cette décision nous met en colère: même si le TF a débouté les

plaignantes, il est évident que le petit *oui* à AVS 21 n'a été arraché que par une propagande mensongère sur l'avenir des finances de l'AVS, alors qu'il n'y a aucune raison d'imposer aux femmes de travailler une année de plus.

Or, c'était le principal, si ce n'est le seul argument mis en avant par la droite, mais aussi par le Conseil fédéral et son ancien ministre Alain Berset, socialiste. Sans cet argument, nous aurions probablement gagné la votation, car l'écart était vraiment infime, une poignée de voix d'hommes majoritairement suisses alémaniques.

Même l'Enquête administrative, diligentée par Elisabeth Baume-Schneider et rendue publique, comme par hasard quelques jours seulement avant la séance du TF, conclut dans une fort belle langue de bois, « *qu'on ne peut pas parler d'erreur de calcul, en l'absence d'opérations erronées [...], ce sont deux formules spécifiques qui ont poussé les dépenses de l'AVS à la hausse dans le programme de calcul des perspectives financières de l'AVS validé en externe, et c'est ce qui a conduit à des prévisions peu plausibles sur le long terme (à échéance de dix ans)* ». Ainsi, c'est bel et bien sur la base de ces « *prévisions peu plausibles* » qu'on vole aux femmes une année de vie en leur imposant de travailler une année de plus, au mépris souvent de leur santé, toujours de leur souhait légitime de profiter un peu de la vie, avoir du temps pour soi et pour ses proches.

Si nous sommes déçues, nous ne sommes pas surprises, car nous savons que la justice est imprégnée des rapports de domination de classe, de genre et de race.

Nous prenons acte de ce jugement qui pour nous reste injuste, bien qu'il soit rendu par la plus haute instance juridique du pays. La décision du TF de favoriser la « *sécurité juridique* » sur toute autre considération va nuire à la vie et à la santé des milliers de femmes qui ont les salaires les plus bas et les conditions de travail le plus difficiles.

Nous savons que d'autres combats nous attendent. Nous allons nous opposer au projet de suppression de la rente de veuve, porté par la ministre socialiste Elisabeth Baume-Schneider, que nous pensions pourtant sensible aux situations des personnes en détresse et en précarité. Une fois encore l'égalité est détournée et utilisée pour précariser la vie de femmes déjà fragilisées par un veuvage. Et nous suivrons avec attention la énième révision de l'AVS, annoncée pour 2026 déjà: nous nous opposerons à toute nouvelle détérioration de nos retraites.

On ne lâche rien!

Les collectifs de la Grève féministe

PERCÉE RÉVOLUTIONNAIRE OU CAUCHEMAR SANS FIN ?

Éclipsé par les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, un conflit d'une brutalité sans précédent s'intensifie en Asie du Sud-Est. Depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021, la résistance s'organise contre la junte. État des lieux

Ce qui a commencé en février 2021 comme un mouvement spontané de protestations pacifiques et civiles de masse s'est transformé en un mouvement de résistance révolutionnaire hétérogène. Le rôle dirigeant joué pendant de nombreuses années par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Su Kyi, figure emblématique et ambivalente assignée à résidence depuis le coup d'État, appartient largement à l'histoire. Elle a été remplacée par un réseau lâche et pluraliste de partis politiques, groupes armés, syndicats et comités de grève.

Les « anciennes » organisations ethniques révolutionnaires (ERO) et les Forces de défense populaire (PDFs), créées en réaction au coup d'État et qui agissent au niveau local, luttent contre la junte, qui est de plus en plus sur la défensive – et y répond par une violence de plus en plus brutale.

Au niveau institutionnel, ces acteurs sont organisés au sein du Gouvernement d'unité nationale (NUG). Le NUG travaille en étroite collaboration avec plusieurs ERO et PDF locaux. Des structures intérimaires se sont ainsi formées pour coordonner les actions militaires et l'administration locale.

Catastrophe humanitaire

En mars 2024, le représentant des Nations unies pour les droits de l'homme, Volker Türk, a qualifié la situation au Myanmar de « cauchemar sans fin ». La junte bafoue systématiquement les droits de l'homme et entend réprimer toute résistance par la terreur psychologique et une stratégie de la violence.

Après plus de 30 ans, la peine de mort a été réintroduite pour permettre l'exécution de prisonniers politiques. Le dernier Plan de réponse humanitaire des Na-

tions unies (3/2024) prévoit qu'en 2024, 18,6 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire, dont plus de six millions d'enfants. Cette situation désastreuse a été aggravée en mai 2023 par le cyclone Mocha et en septembre 2024 par le typhon Yagi, qui a provoqué des inondations dévastatrices.

Situation désastreuse

Le Myanmar est l'un des pays les plus pauvres du monde, malgré une phase d'expansion durant l'« ouverture démocratique contrôlée » de 2012 à 2021. Selon les prévisions de la Banque mondiale, la performance économique en 2024 sera inférieure d'environ 10 % à celle de 2019 et l'inflation en 2023 s'élevait à près de 30 %. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, 76 % de la population vit désormais sous ou à la limite du seuil de pauvreté.

Crime organisé

Les écosystèmes du Myanmar comptent parmi les plus intacts du

monde. Le danger est d'autant plus dramatique que, comme le décrivent des expertes lors de la COP28, « De plus en plus isolée de l'économie mondiale et à court d'argent, la junte militaire a accéléré l'exploitation des ressources naturelles du Myanmar, notamment le bois, le jade et des terres rares, pour financer ses violations des droits de l'homme. L'extraction croissante des ressources, souvent non réglementée et facilitée par l'armée ou d'autres groupes armés, dégrade l'environnement, pollue les sources d'eau, ravage les forêts et exacerbe les risques liés au changement climatique ».

Le Myanmar occupe actuellement la première place mondiale du Global Organized Crime Index. L'un des principaux moteurs de la criminalité est le trafic de drogue. En 2023, le Myanmar a détrôné l'Afghanistan en tant que plus grand producteur d'opium. À cela s'ajoute une vaste industrie de trafic d'êtres humains et de fraude sur internet, gérée par des syndicats du crime et des triades (chinoises). « Ce

qui n'était au départ qu'une menace criminelle régionale s'est transformée en une crise mondiale de la traite d'êtres humains. », a déclaré Jürgen Stock, secrétaire général d'Interpol.

Perspectives et solidarité

Le sommet des pays de l'ASEAN qui s'est tenu début octobre a appelé les différentes parties au conflit à entamer des négociations de paix impliquant la junte militaire.

German Solidarity Myanmar (GSM) considère que cet appel comme vain et en méconnaissance totale de la situation au Myanmar : « Les peuples du Myanmar souffrent depuis sept décennies sous la domination des militaires. On ne peut pas leur demander de s'asseoir à une table de négociations avec des assassins et des criminels de guerre alors que ceux-ci ont encore les armes à la main. Un avenir fédéraliste et démocratique pour le Myanmar n'est possible que libéré de la junte », a déclaré Nyein Chan May, directrice générale de GSM.

Le Dr Sasa, ministre de la coopération internationale du Gouvernement d'unité nationale, partage également ce point de vue. La situation actuelle au Myanmar présente de plus en plus les caractéristiques d'un double pouvoir (Le Parlement européen, par exemple, reconnaît le NUG comme gouvernement légitime du Myanmar, ndlr).

La lutte civile et armée contre la junte a été menée au cours des années qui ont suivi le coup d'État – en particulier par la jeune génération – avec une résilience, une imagination et une détermination admirables. Elle mérite notre solidarité et notre soutien inconditionnels !

Wolfgang Kremer
Publié le 1^{er} décembre sur sozonline.de, traduction de la rédaction.

Parmi les nombreuses forces qui combattent le régime, la People's Liberation Army, issue du Parti communiste birman. Accueil des troupes dans un village, centre du pays, 21 octobre 2024.



LES PREMIERS JOURS SANS ASSAD

Depuis au moins 2011, le peuple syrien était enfermé dans une lutte contre l'une des machines de terreur les plus cruelles et violentes du monde. Fin novembre, ce qui semblait pour beaucoup être le statu quo a changé. Le 8 décembre, le régime d'Assad est tombé, malgré les désirs de certains qui auraient voulu normaliser avec lui. Mais la révolution est loin d'être terminée.

« La révolution a engendré le printemps. »
Rassemblement pour célébrer la chute du régime Assad, Genève, 8 décembre 2024

Le régime Assad, d'abord sous Hafez puis sous son fils Bachar, a gouverné par la terreur, le sectarisme et une violence implacable.

Des décennies d'oppression et de résistance

Le massacre de Hama en 1982 orchestré par Hafez a causé la mort de dizaines de milliers de personnes pour écraser la dissidence. Bien que le régime se soit présenté comme anti-impérialiste et défenseur de la cause palestinienne, il a montré son hypocrisie, par exemple en intervenant au Liban aux côtés d'Israël en 1976 contre l'OLP, et en contribuant au massacre de Palestiniens à Tell Zaatar la même année, entre autres.

Bachar al-Assad a poursuivi l'héritage sanglant de son père, en le renforçant lors du soulèvement populaire pacifique de mars 2011. Avec le soutien des milices transnationales sectaires d'Iran au sol et des frappes aériennes russes, il a porté la violence à des niveaux inimaginables. Entre 500 000 et 1 million de personnes ont été tuées depuis 2011, victimes de bombardements indiscriminés, de sièges meurtriers comme celui du camp palestinien de Yarmouk, d'attaques chimiques à Ghouta et de tortures dans des camps de détention. Des quartiers entiers ont été réduits en ruines dans une totale impunité, tandis que les prisons du régime regorgeaient de dizaines de milliers d'otages, y compris des mineurs, soumis à

des brutalités indescriptibles et à des disparitions forcées.

Cette situation a permis à d'autres acteurs, comme la Turquie, d'envahir le nord de la Syrie et poursuivre leurs propres objectifs géopolitiques. Des millions de réfugiés et de déplacés internes, dispersés à travers la Syrie et le monde, fuient non seulement le régime d'Assad, mais aussi des groupes fondamentalistes nihilistes et anti-démocratiques comme l'État Islamique (EI), issus de la contre-révolution à la suite des atrocités d'Assad.

L'impunité du régime syrien et de la Russie a également entraîné des répercussions mondiales. La Syrie a servi de terrain d'essai pour les armes russes, préparant l'invasion de l'Ukraine par Moscou. De plus, le silence de la communauté internationale, renforcé par la rhétorique de « la sécurité avant la démocratie », a contribué à normaliser l'impunité, ouvrant ainsi la voie au génocide israélien des Palestiniens.

Au cours des dernières années, la révolution semblait vaciller, alors que les puissances régionales et mondiales s'efforçaient d'effacer les aspirations syriennes à la liberté et à la justice, tout en normalisant le régime sanglant d'Assad. En mai 2023, Assad a même été réinvité à la Ligue arabe, avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite en tête de ce processus de normalisation. La Turquie était prête à lui

tendre la main, tandis qu'en novembre 2024, le régime de Meloni a rouvert l'ambassade syrienne en Italie.

Cependant, malgré les bombardements incessants d'Idlib par la Russie et le régime, la rébellion n'a jamais disparu. Les habitant·es de la province autonome du Sud, Suweida, ont continué à manifester régulièrement contre le régime.

Nouvelle offensive

Le moment tant attendu est arrivé le 27 novembre 2024, lorsqu'une nouvelle offensive a éclaté, menée par des combattants de Hayat Tahrir al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant), des fragments de l'Armée syrienne libre et de « l'Armée nationale syrienne » (ANS). En quelques jours, Alep, Hama, Homs puis Damas ont été prises par les rebelles. Des milliers d'otages ont été libérés des geôles du régime, tandis que des portraits d'Assad et de Khomeini étaient déchirés, suscitant un sentiment euphorique chez les Syrien·es opposant·es déracinés de leurs maisons.

Dans ce qui semblait tenir du miracle, les forces du régime se sont effondrées comme un château de cartes, abandonnant les villes. La Russie, embourbée dans son invasion de l'Ukraine, n'a pu intervenir efficacement, et le réseau transnational des milices sectaires iraniennes, incluant le Hezbollah, a été affaibli par les frappes israéliennes.

Qu'est-ce que HTC ?

HTC, mouvement fondamentaliste conservateur, s'était distancé des réseaux jihadistes transnationaux dès 2016, en les écrasant et en se focalisant sur une approche plus locale et pragmatique en Syrie, bien que sa gouvernance soit restée très autoritaire.

Depuis 2016, HTC a connu une transformation politique, passant d'un groupe djihadiste principalement focalisé sur la lutte contre le régime syrien et ses alliés à un régime clientéliste et corrompu, où différentes factions internes rivalisent pour des gains financiers et de l'influence. En novembre 2017, le Gouvernement de salut syrien fut proclamé, composé entre autres de technocrates liés au leadership de HTC.

En 2019, HTC a établi le Haut Conseil des Fatwas afin de monopoliser la production de décrets et de réduire l'influence des extrémistes restants au sein du groupe. Le cessez-le-feu russo-turc de mars 2020 a permis à HTC de consolider son pouvoir à Idlib dans le nord-ouest, d'améliorer ses capacités militaires et de produire ses propres armes, drones et véhicules pour contrer les attaques du régime et de ses alliés.

La principale source de revenus de HTC était la gestion des péages imposés au trafic commercial via les postes frontières avec la Turquie (qui qualifie HTC de groupe terroriste) et les points de passage internes entre les territoires



contrôlés par les rebelles et ceux contrôlés par le régime, ce qui lui permettait de s'autofinancer à travers un nombre d'entreprises établies et d'assurer un certain degré d'indépendance.

Répression à Idlib

À Idlib, HTC a dû faire face à une résistance locale en raison de sa répression des voix dissidentes. En mai 2024, par exemple, HTC a sévèrement réprimé les manifestations du mouvement de protestation à Idlib, qui exigeaient la chute d'al-Joulani (le nom de guerre du chef de HTC, connu aujourd'hui sous son vrai nom Ahmed al-Chara).

HTC avait adopté une double stratégie : il proposait des concessions d'une main tout en réprimant les protestations de l'autre. Les revendications des manifestant·es étaient variées, allant de la fin des violations dans les prisons de HTC (contre des défenseurs·euses des droits humains, ainsi que des personnes affilié·es à l'EI et d'autres groupes fondamentalistes opposés à HTS) à la libération des détenue·es, en passant par des réformes économiques et politiques.

Mais la revendication qui résonnait le plus fort restait la démission d'al-Joulani. En mars 2024, HTC a consenti à un certain nombre de réformes après des semaines de manifestations. Celles-ci comprenaient la promesse d'une amnistie générale pour certain·es prisonnier·ères, la formation d'une

nouvelle Direction de la sécurité publique, la promesse d'élections pour le Conseil général de la Choura et une réduction des frais de construction. Mais la colère des manifestant·es n'a pas été apaisée par les réformes, car les personnes disparues n'ont pas été libérées. Les signalements d'arrestations arbitraires, de violations et de torture dans les prisons de HTC émergeaient régulièrement. Selon le SNHR, 186 personnes disparues de force ont été comptabilisées l'an dernier. Leur sort et leur état restent inconnus, et les autorités n'ont fourni aucune documentation officielle sur leur statut.

À part HTC, l'offensive a intégré des milliers de combattants d'autres factions. Bien que certains partagent l'idéologie de HTC, la majorité sont des groupes locaux opposés au régime, d'inspiration islamique, incluant des combattants cherchant à retourner dans leurs foyers ou à lutter contre un système tyrannique. En revanche, l'« Armée nationale » est entièrement subordonnée à la Turquie et cible principalement les FDS pour servir les intérêts turcs. L'ANS se distingue par son chaos interne et ses crimes, notamment les exactions à Afrin contre les Kurdes syriens, déplacements forcés, assassinats et vols de biens.

De l'opposition au pouvoir

Après la chute d'Assad, les nouvelles autorités ont déclaré qu'elles n'imposeraient pas de

règles vestimentaires aux femmes et n'interviendraient pas dans les libertés personnelles. Bien qu'Ahmed al-Chara ait modéré sa rhétorique et son style de gouvernance en montrant une certaine tolérance envers les divers groupes de la société syrienne, HTC reste une organisation autoritaire et réactionnaire.

Le 10 décembre 2024, l'administration de transition a annoncé qu'elle resterait en place jusqu'au 1^{er} mars 2025, les ministres du Gouvernement de salut syrien occupant les mêmes postes dans ce gouvernement de transition. Les mois à venir mettront à l'épreuve les limites de la rhétorique inclusive d'Ahmed al-Chara.

Cela n'est que la première étape de la révolution

Malgré l'importance historique de la libération d'un régime qui a commis bien plus d'atrocités que tout autre acteur de la guerre syrienne, les objectifs initiaux de la révolution restent inachevés. Les Syrien·es doivent exiger des normes élevées de moralité des nouvelles autorités, en particulier face aux exactions de « l'Armée nationale syrienne » liée à la Turquie, et, surtout, les pousser à poser les fondations d'institutions démocratiques participatives et laïques.

Début décembre, une offensive dans le Sud, à Suweida et Daraa, a été menée par 25 groupes rebelles, y compris des Druzes qui ont for-

mé une chambre d'opérations avec les autres factions de l'opposition armée ont et soutenu le mouvement de libération dans le Nord-Ouest. Le 5 décembre, symbole important, la ville de Hama est tombée. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, la capitale Damas et la ville révolutionnaire de Homs sont finalement prises sans verser de sang. Le 11 décembre, la ville de Deir ez-Zor a été prise aux FDS. Le 12 décembre, des manifestations sous le drapeau de la révolution ont éclaté à Hassakeh et Raqqa, et les FDS ont ouvert le feu sur les manifestant·es.

Dans ce contexte, il reste évident qu'il est nécessaire d'inclure les Kurdes syrien·es dans la révolution élargie, en embrassant la lutte commune pour une Syrie pluraliste, démocratique et indépendante, pour tous les Syrien·es, quelle que soit leur ethnie ou leur croyance, y compris les alaouites et les chiites.

Outre l'affaiblissement du soutien russe et iranien, la chute du régime sans résistance s'explique également par la corruption systématique du régime et la démoralisation de son armée, de plus en plus inapte à lutter. De nombreux soldats ont déserté, certains brûlant leurs uniformes en abandonnant leurs postes. Tous les groupes de la société syrienne, y compris ceux qui soutenaient auparavant le régime, comme de nombreux Alaouites, ont cessé de le faire et étaient épuisés par ses exactions. ➔

Aujourd'hui, 90 % de la population syrienne vit dans la pauvreté, et la majorité peine à joindre les deux bouts. Le salaire moyen sous le régime, tant dans l'armée que dans le secteur public, était d'environ 20 à 30 dollars par mois en 2024, tandis qu'à Idlib, le salaire moyen d'un fonctionnaire est d'environ 100 dollars. Cela alors que le coût de la vie pour une famille de cinq personnes dans les zones contrôlées par le régime est l'équivalent d'environ 850 dollars.

Extermination en masse

Lorsque le régime s'est effondré, l'ampleur inimaginable des horreurs dans ses prisons a été dévoilée au monde entier – des vérités que les Syrien·nes dénonçaient depuis des années. Des milliers de captif·ves ont retrouvé la liberté, mais leur libération s'est accompagnée de la révélation déchirante que des centaines de milliers d'autres avaient péri sous la machine monstrueuse d'Assad. L'euphorie de la chute du régime a rapidement laissé place à une immense douleur en découvrant les corps mutilés des otages, chacun portant le témoignage silencieux d'un système de cruauté industrielle inspiré des méthodes nazies.

Dans des prisons telles que celle de Sednaya, des bâtiments entiers avaient été transformés en centres

d'exécution; des presses corporelles conçues pour broyer des êtres humains ont été découvertes; parmi les captif·ves, des nourrissons avec leurs mères ont été trouvés. Dans un dernier acte de brutalité, des gardes ont exécuté des détenus quelques heures avant leur libération par les révolutionnaires.

Au moins 100 000 Syrien·nes disparu·es ont été tué·es. Seulement 33 000 détenu·es ont été retrouvé·es et libéré·es. Il faut rappeler que, pendant toutes ces années, de nombreux pays renvoyaient ou se déclaraient prêts à renvoyer les réfugiés chez eux, affirmant que la guerre était terminée et que la Syrie était sûre.

Réactions internationales

Dès l'annonce de la chute du régime, les premiers convois de réfugié·es ont commencé à traverser les frontières libanaises et turques pour rentrer chez elleux. Pendant ce temps, plusieurs pays européens, dont la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche, se sont honteusement précipités pour suspendre les demandes d'asile des réfugié·es syrien·nes. Ces décisions sont non seulement prématurées, mais aussi profondément dangereuses, étant donné que la situation sécuritaire et matérielle reste instable et imprédictible.

En termes de relations étrangères, Moscou n'a pas l'intention

d'abandonner sa présence militaire en Syrie (une base navale et une base aérienne). Pendant ce temps, Israël a profité de la situation pour étendre son occupation du plateau du Golan – un territoire qui a commencé d'être saisi sous Hafez al-Assad – en bombardant des centaines de fois différentes régions de la Syrie, détruisant ainsi ses armes (marine, avions de combat, tanks, systèmes de défense aérienne, batteries de missiles et roquettes) appartenant au peuple, parce qu'un État arabe démocratique constitue la plus grande menace pour le sionisme.

Pour garantir une transition post-guerre véritablement menée par les Syrien·nes, toutes les forces militaires étrangères – russes, turques, étasuniennes (environ 900 soldats américains restent dans l'est pour soutenir les FDS et d'autres factions rebelles) ou israéliennes – doivent partir immédiatement.

Tendances réactionnaires

Sur le plan économique, le nouveau gouvernement a rassuré les hommes d'affaires en affirmant que le développement d'une économie de marché libre serait prioritaire, remplaçant les restes du contrôle de l'État. Comme si les politiques néolibérales d'Assad, qui faisaient partie des causes profondes de la révolution, n'avaient jamais existé.

Ce dont la Syrie a besoin aujourd'hui, c'est un processus de reconstruction centré sur les besoins du peuple et priorisant l'équité sociale. Les sanctions internationales strictes imposées à la Syrie sous Assad restent en place, équivalant à un quasi-embargo commercial complet sur le pays. HTC fait également l'objet de sanctions internationales.

Bien que les nouvelles autorités aient montré une tolérance envers les différents groupes de la population, des cas troublants de sectarisme ont été signalés. Un tel épisode a impliqué l'affichage du drapeau de HTC à côté du drapeau révolutionnaire par le gouvernement du nouveau premier ministre al-Bashir, rappelant aussitôt les politiques sectaires du régime d'Assad et les origines de HTC. Tous les groupes de la société syrienne doivent avoir une pleine participation aux décisions, jouir de droits égaux sans protectionnisme paternaliste.

L'opération militaire a déplacé de centaines de milliers de personnes, et la Turquie a exploité la situation par le biais de la mi-

lice de l'Armée nationale syrienne (ANS). Ankara a lancé des attaques contre les FDS (soutenues par les États-Unis). Pour que l'avenir de la Syrie soit véritablement libre, toutes les factions de la société syrienne, y compris les Kurdes et les Alaouites, doivent être assurées que leurs droits seront reconnus et respectés. Il est crucial que la justice prévale, garantissant l'état de droit, des procédures équitables et le respect de la dignité humaine sans représailles.

À bas le prochain président

La libération de la Syrie des mains du régime criminel qui a tué un million de personnes de son peuple, donne l'espoir pour une libération de la région, et du monde en général, des tyrans et des bouchers. Notre rôle aujourd'hui est d'amplifier les voix des Syrien·nes et de tous celles et ceux qui luttent et construisent des alternatives démocratiques d'en bas et de rappeler que les Syrien·nes sont les agent·es de leur propre libération. Il faut aussi se garder des narratifs impérialistes de la guerre contre le terrorisme.

La révolution n'est pas terminée tant que nous n'avons pas construit une véritable démocratie participative et laïque, avec des institutions indépendantes (médias, associations, partis, syndicats). Notre tâche est de mettre au défi et de diluer les tendances plus conservatrices des rebelles.

La chute d'Assad a envoyé des ondes de choc dans la région et dans le monde, défiant chaque tyran. Il est essentiel d'éviter tout cliché réducteur et de se rappeler que celles et ceux qui ont libéré la Syrie du régime sont des centaines de milliers de martyrs tombé·es sous ses coups. Il ne s'agit pas seulement d'une révolution pour renverser le régime d'Assad, mais d'une guerre pour la liberté, la démocratie, la liberté d'expression et contre la tyrannie, une guerre qui est loin d'être terminée. C'est le moment opportun pour les démocrates de s'en souvenir et de poursuivre cette lutte avec optimisme et de ne jamais tolérer les tyrans ou des tendances réactionnaires.

La chute de régime d'Assad nous rappelle que nous devons toujours avoir espoir dans la lutte, même dans un abattoir désespéré comme celui de la Syrie d'Assad. C'est pourquoi ce n'est pas seulement un combat des Syrien·nes, mais celui de tous les gens luttant pour la liberté.

Wafa al-Karamah
activiste démocratique d'Alep

Célébration à Suweida, 13 décembre 2024.



Suwayda 24

UNE INTERNATIONALE POUR CHANGER LE MONDE

Fin février 2025 aura lieu en Belgique le 18^e congrès de la Quatrième Internationale. Comme observateur permanent, solidarités y prendra part avec deux camarades. Retour sur l'histoire et la fonction actuelle de cette organisation, ainsi que sur les thèmes qui seront abordés lors du congrès.

La Quatrième Internationale (QI) a été fondée en 1938 pour défendre un marxisme révolutionnaire en opposition au despotisme bureaucratique stalinien qui avait trahi l'élan révolutionnaire nourri par la révolution d'octobre 1917. Fidèle à ses origines, la « Quatre » est aujourd'hui présente dans plus de quarante pays. Elle regroupe une cinquantaine d'organisations aux réalités très diverses – la plupart d'entre elles comptent quelques centaines de membres, quelques-unes dépassant le millier voire plusieurs milliers – auxquelles s'ajoutent des adhésions individuelles.

Dans les années 1970, la plupart des sections étaient des organisations politiques indépendantes. Aujourd'hui, seule une partie des sections (membres, sympathisantes ou observatrices permanentes) le sont encore. Dans d'autres pays, les sections de la QI appartiennent à des organisations plus larges jouant un rôle politique important dans leur pays : dans l'Alliance Rouge et Verte au Danemark, dans le Bloc de Gauche au Portugal, dans le PSOL au Brésil, ou encore dans Podemos dans l'État Espagnol – avant qu'Anticapitalistas ne quitte la coalition en 2020.

Antistalinisme

Depuis la période ouverte par la chute des régimes staliniens et l'offensive de la mondialisation libérale, la QI a redéfini son rôle. Celui-ci consiste à favoriser la construction à l'échelle internationale d'organisations révolutionnaires dans chaque pays, sous la forme de sections autonomes ou de rassemblements plus larges. En comparaison d'autres internationales qui revendiquent le même rôle organisationnel, sa pertinence réside dans son ancrage dans les

analyses et combats marxistes antistaliniens du 20^e siècle tout en cultivant son ouverture aux mouvements sociaux des dernières décennies – luttes féministes, écologistes, LGBTQIA+, anticoloniales et anti-impérialistes, paysannes, des peuples autochtones, etc.

De nombreux·ses militant·es de la QI ont joué un rôle de premier plan dans le mouvement altermondialiste de la décennie 1995–2005, dans les nouvelles vagues des mouvements féministes et antiracistes, dans les réseaux de la Via Campesina et dans nombre d'autres luttes populaires – notamment aux Philippines, au Brésil, en Argentine et dans les pays du Maghreb. Ainsi, iels sont plongé·es dans ce qu'il y a de plus vivant politiquement dans leurs pays respectifs, menant une véritable activité politique dans la réalité de la lutte des classes.

Vers un marxisme inclusif

Depuis le tournant historique que constitua l'effondrement des ré-

gimes staliniens en Europe de l'Est et en URSS, la QI a donc opéré une transition vers un marxisme plus inclusif en dépassant la seule référence au trotskisme. Dans ce processus de rénovation politique, la figure intellectuelle de Daniel Bensaïd a joué un rôle majeur. Cette transition doit aujourd'hui déboucher sur une relève générationnelle : la direction de la QI fut particulièrement marquée par l'expérience de 68, en particulier française. Rajeunir et diversifier la direction, sans que le poids organisationnel soit majoritairement français, est un des tâches du prochain congrès.

La Quatrième Internationale est effectivement un outil vivant, qui fixe des orientations politiques dans un cadre démocratique, tout en respectant les choix des sections nationales. La conservation d'une telle structure apparaît comme un outil précieux pour la construction internationale de théories et pratiques ré-

volutionnaires ajustées à leur époque. Sous la bannière de l'écosocialisme, la QI élabore en effet un projet politique ambitionnant de lutter contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et la xénophobie, dont l'imbrication a engendré le ravage écologique global.

En plus des luttes déjà citées pour lesquelles il devra fixer un nouveau cap, le 18^e congrès de la QI s'inscrit dans une période mouvementée au niveau international, marquée par le génocide du peuple palestinien, l'agression de l'Ukraine par la Russie, la chute du régime assassin d'Assad en Syrie, mais aussi la montée des extrêmes-droites partout dans le monde – réélection de Trump aux États-Unis, arrivée au pouvoir de Milei en Argentine, progressions du RN en France et de l'AfD en Allemagne.

Manifeste écosocialiste

Les participant·es au congrès devront notamment se positionner sur un ambitieux projet de manifeste écosocialiste. Celui-ci repose sur une analyse de la situation écosociale, pour fonder un programme de transition vers le monde libéré des dominations sociales, afin de garantir une vie digne à toutes et tous malgré une planète dégradée. Comme le disait Michael Löwy : « nous sommes très petits et faibles, mais avoir, au niveau international, une structure qui essaye de coordonner environ 50 organisations anticapitalistes, par les temps que nous vivons, c'est déjà un exploit. » Il ne tient qu'à nous de faire de la Quatrième Internationale l'outil internationaliste de lutte dont nous avons besoin !

Juan Tortosa Antoine Dubiau

Une section portugaise de la Quatrième internationale appartient au Bloc de Gauche. Marche des fiertés, Lisbonne, 24 juillet 2024



Ana Mendes/Esquerda.net



Deux cases de *Clémence en colère* de Mirion Maille

À lire À voir À écouter

CULTURE EN LUTTE POUR L'HIVER

Deux bande-dessinées, deux romans, trois essais, un film et un podcast pour occuper vos vacances – si vous en avez.

LA RAGE ET LA RECONSTRUCTION ¹

Clémence en colère est le dernier album de la dessinatrice et autrice de bande dessinée Mirion Malle. C'est un ouvrage qui aborde la diversité des stratégies collectives et individuelles qui peuvent se mettre en place pour se reconstruire après des faits de violences sexistes et sexuelles; du groupe de parole à l'art-thérapie en passant par des actions de *collective revenge* qui consistent à afficher publiquement les auteurs de ces violences dans les lieux qu'ils fréquentent.

La bande dessinée parle aussi de la rage et de l'impuissance que l'on peut ressentir, lorsque l'on est une personne occupant une position dominée au sein du système cis hétéro-patriarcal, face à la dimension quotidienne et transversale des violences de genre patriarcales et des outils par lesquels,

progressivement, ces émotions peuvent se transformer en une colère bénéfique; vectrice d'engagement et de lutte. L'ouvrage aborde finalement l'importance des liens d'amitiés, d'adelphité et d'amour queer dans les existences de ces personnages et rappelle une nouvelle fois la force du slogan et de la pratique féministe selon lesquels le privé est politique.

NR

LES DÉBUTS DU PUNK EN FRANCE ²

Vivre Libre ou Mourir: *Punk et Rock Alternatif en France, 1981-1989* est une bande dessinée écrite par Arnaud Le Gouëfflec, artiste, écrivain et musicien. L'ouvrage parcourt le contexte d'arrivée du punk et du rock alternatif en France dans les années 1980. Il déroule l'histoire de ce chaos créatif musical sous toutes ses formes, mais



1
Mirion Malle, *Clémence en colère*, Montreuil, La ville brûle, 2024



2
Vivre Libre ou Mourir: *Punk et Rock Alternatif en France, 1981-1989*, Paris, Glénat, 2024



3
Sandrine Collette, *Madelaine avant l'aube*, Paris, JC Lattès, 2024



4
Amina Damerdjij, *Bientôt les vivants*, Paris, Gallimard, 2024

aussi l'histoire politique de ces années, via les témoignages des groupes de l'époque.

L'émergence et les inspirations du mouvement punk sont dessinées au fil des pages grâce au style unique de Nicolas Moog, également touche-à-tout artistique, qui nous offre un récit choral bien retracé sans être lisse ou linéaire. Une œuvre superbe, grisante dans sa manière de retracer cette créativité qui ne part de rien, tournant avec des bouts de ficelle, mais qui crée une contre-culture qui marque encore notre monde, tant par ses réussites que échecs, idéaux et désillusions.

La bande-dessinée aborde aussi la politisation du mouvement et sa réaction face au mouvement skinhead, qui n'a pas toujours été situé à l'extrême droite. À mettre dans les mains des initié·exs qui adoreront les références et anecdotes comme des profanes qui auront pléthore de groupes à découvrir ! **FB**

LA FILLETTE SAUVAGE ET L'ORDRE DES CHOSE ³

Le roman *Madelaine avant l'aube* nous raconte l'histoire d'une petite fille surgie des bois, recueillie par une vieille dame, Rose. Le cadre spatiotemporel de l'œuvre nous plonge dans un village français en pleine époque féodale. Madelaine va, peu à peu, se nouer d'amitié avec les habitant·es des fermes voisines, sans jamais s'acclimater réellement au système sociétal : sauvage, fougueuse et entière, elle ne se pliera pas aux injustices sociales et agira toujours en suivant son instinct. Figure de la révolte, Madeleine va faire craqueler un ordre social figé.

Ce roman rappelle que l'injustice sociale d'un système politique a toujours des retentissements majeurs sur les classes populaires qui luttent pour leurs besoins élémentaires. L'œuvre thématise notamment les violences sexuelles et dénonce « *les mains [des hommes] qui se croient tout permis.* »

Le récit engage également une discussion sur l'écologie. En nous ramenant à une époque durant laquelle le rapport de notre espèce avec la nature n'était pas encore prométhéen. Le texte nous rappelle que celui-ci n'est en aucun cas figés et que la nature peut, à tout moment, nous prendre au dépourvu par des catastrophes climatiques ou des famines. **zs**

FACE À LA GUERRE CIVILE ⁴

Algérie, 1988. Après les premières émeutes sauvagement réprimées, le mouvement islamiste montre sa puissance grandissante. La jeune Selma vit dans la

proche banlieue d'Alger. Elle n'a qu'une passion, l'équitation, qu'elle pratique dans un centre non loin du village de Sidi Youcef, où se déroulera en 1997 l'un des épisodes les plus atroces de la guerre civile. Elle consacre tout son temps libre au dressage d'un cheval que tout le monde craint, tandis que les déchirements de l'histoire traversent sa famille comme toute la société algérienne : certain-es sont farouchement opposé-es au FIS (Front Islamique du Salut), d'autres le soutiennent, d'autres encore profitent du chaos pour s'enrichir.

C'est dans ce contexte tragique que Selma apprendra à grandir, trouvant dans la relation avec son cheval et avec la nature un antidote à la violence sociale. Loin de la littérature culturaliste et caricaturale promue par la bourgeoisie raciste française, l'ouvrage travaille finement et dignement la mémoire de la guerre civile algérienne.

PHILOSOPHES INVISIBILISÉES ⁵

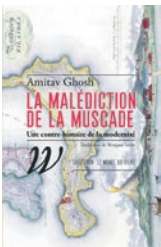
Nous pouvons tou·tes dresser une liste de philosophes... composée presque exclusivement d'hommes. Si nous devions nommer des femmes, la liste serait plus courte. Partant de ce constat et du rôle que jouent les femmes philosophes dans les parcours des études en France, Elodie Pinel se pose la question : où sont les femmes dans l'histoire de la philosophie ? Pourquoi leur apport en philosophie est encore minimisé ou relégué dans le champ des études de genre ?

Pour répondre à ces questions, l'autrice retrace les contraintes des femmes qui ont réfléchi, pensé et agi comme philosophes. Elle nous parle d'écoféminisme, de cyberféminisme, des penseuses du socialisme et de l'anarchisme... des femmes philosophes qui ont fait de la parole une action.

Elle retrace la vie des toutes ces femmes qui ont été invisibilisées et mises à l'écart dans l'histoire de la pensée, les mettant au cœur de sa réflexion. Conclusion : même aujourd'hui, pour être reconnu·e comme une idole de la philosophie, rien ne sert de tenir de solides réflexions et publier d'excellents livres : mieux vaut encore être un homme. Seul regret à cette lecture, l'autrice se centre principalement sur les philosophes françaises et anglophones, gardant hors-champ ce qui existe ailleurs.



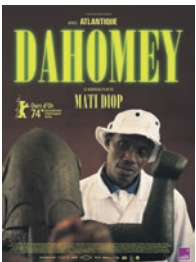
5
Élodie Pinel, *Moi aussi, je pense donc je suis. Quand les femmes réinventent la philosophie*, Paris, Stock, 2024



6
Amitav Ghosh, *La Malédiction de la muscade. Une contre-histoire de la modernité*, Marseille, Wildproject (Le monde qui vient), 2024



7
La décroissance, chemins faisant. Petit manuel d'écologie politique, Lausanne, Antipodes, 2024



8
Mati Diop, *Dahomey*, 2024, à voir sur l'excellente plateforme Mubi

UN COLONIALISME AU PARFUM DE MUSCADE ⁶

À partir du génocide perpétré en 1621 par les colons hollandais sur la population de l'île de Banda Besar à l'ouest de l'océan Indien, Amitav Ghosh propose une contre-histoire environnementale de la modernité coloniale. *La malédiction de la muscade* se place du point de vue des populations ayant face à elles « *quelqu'un [...] qui a le pouvoir de mettre fin à notre monde et [qui] a l'intention de le faire.* » Il montre que les destructions des environnements naturels exécutées par les Hollandais pour s'assurer le monopole du commerce de la noix de muscade se rejouent sans cesse dans de nouveaux processus coloniaux d'appropriation capitaliste et guerrière.

Rédigé dans le contexte de la pandémie de coronavirus et de mobilisations antiracistes, l'ouvrage prête une attention aux voix dissidentes et résistantes – des humains, mais aussi des animaux, arbres, volcans, ou noix de muscade – étouffées par plusieurs siècles d'écrasement colonial. En les écoutant, il n'est peut-être pas trop tard pour réparer le monde de la catastrophe en cours

LES MULTIPLES CHEMINS DE LA DÉCROISSANCE ⁷

Depuis 2012, le journal *Moins!* porte les idées de la décroissance en Suisse romande avec une publication bimestrielle. En douze années d'existence, les contributions se sont accumulées : l'ouvrage *La décroissance, chemins faisant* permet ainsi d'en faire le bilan, à partir d'une sélection d'articles relativement exhaustive par rapport au contenu du journal. Les thèmes abordés sont ainsi variés, permettant ainsi aux lecteur·ices de saisir le caractère global du projet décroissant.

La présence des questions féministes laisse apparaître un positionnement plus clair de *Moins!* sur l'émancipation sociale, en comparaison d'autres publications décroissantes francophones ayant connu une dérive réactionnaire ces dernières années – comme le journal *La Décroissance* en France, désormais englué dans une croisade antiwokiste.

En conclusion du livre, la mise en évidence des proximités entre la décroissance et l'écosocialisme ou l'écoféminisme dont se revendique solidaritéS permet d'ouvrir des pistes pour un dialogue fécond entre nos courants politiques.

D'UN ENFERMEMENT À L'AUTRE ⁸

Le film *Dahomey* de Mati Diop, Ours d'Or de la Berlinale 2024, raconte l'histoire de la restitution de 26 objets d'art parmi les milliers pillés par les troupes françaises au Dahomey (actuel Bénin) à la fin du 19^e siècle. Après leur mise en boîte au Musée du Quai Branly, les statues et artefacts sont accueillis dans une fête populaire mais également très officielle à Cotonou.

Entre des séquences poétiques dans lesquelles la statue n° 26, en fait celle du roi Guézo, interroge sa situation, c'est bien un grand débat sur cette restitution très partielle, organisé à l'Université d'Abomey-Calavi qui forme le cœur du film. Critique du nombre infime d'œuvres retournées, qualification du processus comme une « *charité* » de la France face à la perte de son influence régionale, interrogation sur la pertinence d'enfermer ces objets dans un cadre muséal à l'occidentale, questions sur l'accessibilité de la population pauvre à l'édifice... chaque intervention des étudiant·es aurait mérité un développement. C'est la limite de ce court film d'effleurer seulement ces questions complexes.

DISSÉQUER LE RACISME INSIDIEUX

Un mardi sur deux depuis octobre 2024, la journaliste Donia Ismail passe au crible le racisme « *qu'on dit ordinaire, mais qui n'a rien d'ordinaire* » dans un nouveau podcast diffusé par le média *Slate*.

À travers des entretiens avec des chercheur·ses, des auteur·ices ou des militant·es, *Je ne suis pas raciste, mais* analyse la façon dont les idées racistes et discriminatoires se développent insidieusement à tous les niveaux de la société : dans les institutions et les textes de loi, dans les médias, dans le vocabulaire... Même si les épisodes se concentrent sur des cas et exemples français, les propos développés ne sont pas moins pertinents quand on les transpose à la situation en Suisse.

La force de ce podcast réside par ailleurs dans le fait qu'il donne principalement la parole à des personnes racisées ou directement en contact, par leur travail, avec ce mal insidieux. La multitude de sujets abordés permet de se rendre compte de la place importante qu'occupent les idées racistes dans tous les secteurs de la société. Enfin, le compte Instagram de l'émission regorge aussi de recommandations de livres, documentaires ou expositions qui permettent d'explorer cette question avec toute la profondeur nécessaire.

Roman Goet

→ [Slate.fr/audio](https://slate.fr/audio)

solidarités

443

20 12
2024

C'est quoi
ce journal ?

V

ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!

- ☐ Annuel

fr.

80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS,
AI Chômeurs-euses

40
- ☐ Soutien

150
- ☐ 3 mois à l'essai

gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:

solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités

Case Postale 2089

1211 Genève 2

ou abos@solidarites.ch

ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3

Armée
Léopards en rafale ?

4

Fribourg
Un nouveau collectif pour recréer une capacité d'action

5

Formation
Hausse des taxes d'étude en HES : la grève pour résister!

Genève
Une alliance de la gauche radicale comme rempart à la droitisation de la société

6

Vaud
Affaire Nzoy : il faut lutter contre les violences d'État et l'impunité policière

Neuchâtel
Frein à l'endettement ou frein à la justice sociale ?

7

National
Deal de rue : cacher la misère

8

Retraites
Jugement patriarcal, colère féministe

9

International
Myanmar : percée révolutionnaire ou cauchemar sans fin ?

10-12

International
Les premiers jours sans Assad

13

En mouvement
Une internationale pour changer le monde

14-15

À lire
Culture en lutte pour l'hiver

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
APPELLE À GARANTIR
L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE LA SYRIE...

